

mesure avant aujourd'hui? Seulement à un degré bien restreint. Je doute fort que le Parlement ait voulu affecter des deniers publics à ces fins,—j'ai déjà lu une déclaration publique où l'on espère que nous profiterons du chômage pour lancer les sans-travail les premiers dans cette grande lutte. Le présent Gouvernement est loin de vouloir tenter quoique ce soit de ce genre. Ces hommes ont souffert et nous n'ajouterons pas à leur misère s'il est quelque moyen de l'éviter. Nous ferons pour eux tout ce que nous pourrons. Ce que nous pouvons faire dépend dans une bonne mesure des exigences que la Chambre et le pays feront valoir auprès du Gouvernement relativement à sa participation efficace à la guerre.

Je crois avoir touché à la plupart des questions soulevées par mon honorable ami. Je m'empresse de réitérer mes remerciements, non seulement à lui mais encore aux chefs des autres partis pour l'esprit d'entente et de collaboration qu'ils ont bien voulu manifester envers le Gouvernement. Je ne me dissimule pas la difficulté de leur tâche.

Il est peu de personnes en cette enceinte pour qui j'aie plus d'estime et d'égards que mon honorable ami de l'autre côté de la Chambre, le chef de la Fédération du commonwealth coopératif. Je l'admire sincèrement parce qu'il a maintes fois eu le courage de dire ce qu'il pensait en son âme et conscience, en dépit de ce que le monde peut penser de lui. Un homme de cette trempe est un honneur pour tout Parlement. J'ignore quelles seront les opinions de mon honorable ami. Nous avons tous deux discuté ces questions en diverses occasions. Je sais qu'il est intimement persuadé qu'on ne devrait appuyer rien de ce qui est de la nature de la guerre. Je lui ai toutefois dit l'autre jour, et je tiens à le répéter aujourd'hui: Quand les choses tournent à une lutte entre le bien et le mal, quand les forces mondiales du mal sont déchaînées sur l'humanité, ceux d'entre nous qui croient aux principes chrétiens et à tout ce que le christianisme signifie et a signifié pour les foyers et l'existence des hommes au cours des générations passées, ceux d'entre nous qui ont réfléchi et admiré ce suprême sacrifice qui a été consommé pour le bien-être de l'humanité vont-ils permettre que des forces condamnables triomphent sans les combattre, s'il est nécessaire, même au sacrifice de nos propres vies.

Au fond, c'est précisément ce à quoi nous en sommes dans le moment. Je crois que d'une année à l'autre, d'une époque à l'autre, notre monde a eu des forces qui se combattaient pour la suprématie. Ces forces sont celles du bien et celles du mal. Aujourd'hui ces forces sont engagées dans une lutte à mort,

et si nous ne détruisons pas le mal il anéantira tout ce qu'il y a de bien. Quel sera alors le sort de l'univers où nous passons notre vie?

J'incline à abonder dans le sens des honorables membres, quand ils disent que la force comme telle n'a jamais rien accompli, et cependant je doute qu'il en soit ainsi. Je crois que la force ne modifie guère essentiellement une situation et que la seule chose qui, en définitive, change une situation, c'est la persuasion. On peut persuader les gens, on peut les convertir, mais parfois,—le fait est historique,—si on n'avait pas combattu la force par la force, il ne resterait pas de christianisme à défendre.

J'ai déjà exprimé, je pense, mes remerciements aux honorables députés qui ont proposé et appuyé l'Adresse à Son Excellence en réponse au discours du trône. Je répète combien j'ai goûté profondément, ainsi que tous les honorables membres de la Chambre, j'en suis sûr, la note pratique des éloquentes et mémorables discours prononcés par chacun d'eux au début de ce débat historique.

Maintenant, monsieur l'Orateur, vous me permettez de communiquer à la Chambre un exposé des événements survenus depuis la prorogation du Parlement et, en particulier, une déclaration plus détaillée qu'il n'a été possible de faire jusqu'ici, sur l'attitude du Gouvernement.

En venant à la Chambre aujourd'hui, je me sentais si fatigué que je doutais d'être en état d'improviser. La députation comprend l'importance que revêt chaque parole prononcée par un ministre, surtout lorsqu'il s'agit d'un premier ministre. Si j'ai parfois gardé le silence et paru hésiter à discuter chaque question qu'on soulevait, c'est que j'ai vécu dans cette appréhension de guerre depuis trois ans. J'ai désiré qu'aucune de mes paroles n'ait pour effet d'aviver la flamme qui, je le craignais, embraserait l'univers. Je désire donner lecture à la Chambre d'une partie de ce que j'avais préparé craignant, après la tension et l'épuisant labeur de ces tout derniers jours, de ne pas me trouver tout à fait dans l'état où je voulais être pour adresser la parole au Parlement dans une circonstance comme celle-ci.

Comme préambule à ce que, comme chef du Gouvernement, je crois de mon devoir de dire au sujet des graves événements qui ont motivé la tenue de la présente session spéciale du Parlement, je ne puis mieux faire, sans doute, que de rappeler aussi succinctement que possible, la situation européenne telle qu'elle était lors de l'entrée en exercice de l'administration actuelle, quels événements importants se sont déroulés depuis la prorogation du Parlement et quelles mesures mes collègues et moi nous avons prises pour nous acquitter des responsabilités écrasantes qui nous sont échues.